



TRACT AUX RETRAITÉ·E·S

Montreuil, le 22 octobre 2026

MANIFESTATION NATIONALE

19 NOVEMBRE 2026 : LES RETRAITÉ·E·S CHEMINOT·ES DESCENDENT EN MASSE DANS LES RUES DE PARIS !

**Depuis plusieurs semaines,
le mouvement social
prend de l'ampleur
dans tout le pays,
de la jeunesse étudiante
aux retraité·e·s
en passant
par les salarié·es
du public et du privé.**

**Une lutte
intergénérationnelle,
convergente
où les retraité·e·s
du public comme du privé
sont bien décidés
à faire entendre
avec force leurs voix
et leurs revendications.**

Le gouvernement est aux abois depuis plusieurs semaines face à la puissance du mouvement lycéens engagé depuis mi-septembre. Et plutôt que d'écouter et répondre aux justes revendications des lycéens soutenues par leurs professeurs, il choisit la répression et le pourrissement. Une vieille stratégie de la droite et de son extrême soutenu par le patronat qui a conduit à renforcer le mouvement, ayant oublié que les jeunes en lutte étaient soutenus par leurs parents.

Cette lutte prend de l'ampleur en convergence avec le monde du travail, comme cela a été le cas le 29 septembre, les 6,13 et 17 octobre... Une grande journée de grève et de manifestations à l'appel de tous les syndicats est programmée le 5 novembre et les retraité·e·s en seront.

Déjà, les retraité·e·s étaient plus de 10 000 mobilisés, dont de nombreux cheminot·e·s, le 14 octobre pour une véritable revalorisation des retraites complémentaires AGIRC ARRCO. La proposition de les augmenter de seulement 1,4% est scandaleuse après une année blanche en 2025.

LES RETRAITÉ·E·S DOIVENT AMPLIFIER LA MOBILISATION ET L'ACTION.

En effet, elles et ils sont toujours une cible pour le gouvernement, le patronat et des candidats à la présidentielle. Ils tentent de nous culpabiliser sur le niveau de la dette et de rendre inéluctables les mesures austéritaires. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) en est l'exemple criant. Il cible prioritairement le monde du travail et les retraité·e·s mais préserve les intérêts du capital et des actionnaires.

L'AVENIR DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EST EN DANGER.

Par la volonté de s'attaquer au salaire socialisé en rapprochant le net du brut, vieux leitmotiv des libéraux de tous bords et du patronat, en s'attaquant aux cotisations sociales, partie intégrante du salaire, ils remettent en cause le financement et l'avenir même de la Sécurité sociale, notre bien commun depuis 1945 que le patronat rêve de s'approprier.

Si les annonces sont multiples, la désindexation des pensions, la suppression de l'abattement fiscal de 10 % reviennent en force. Auxquels il faut ajouter la forte augmentation des franchises médicales et des participations forfaitaires validées par décret cet été.

Le patronat est à l'origine de ces choix politiques. Il veut imposer un système par capitalisation comme il le fait pour la santé avec les complémentaires santé obligatoires. Il s'attaque ainsi au fondement de notre système de Sécurité sociale.



Depuis son arrivée en 2017, E. Macron fait les poches des retraité·e·s, un véritable racket qui se chiffre à plus de 110 milliards d'euros. Laisser entendre que les retraité·e·s sont égoïstes et ne se préoccupent pas de leurs descendants relève aussi du scandale !

Les retraité·e·s qui ont toute leur vie produit de la richesse (en partie détournée par le capital à son profit) continuent d'en produire en s'investissant dans les associations, les conseils municipaux, la garde des petits-enfants, en étant aidant·e·s de proche. Les jeunes qui défilent dans les rues ne tombent pas dans ce piège grossier, ciblent le capital et appellent à la lutte intergénérationnelle.

LE DÉBAT N'EST PAS ÉCONOMIQUE MAIS POLITIQUE !

Depuis 1993, les gouvernements successifs ont systématiquement réduit les ressources de la protection sociale. Les allègements et exonérations de cotisations sociales, accordés y compris aux entreprises qui versent des dividendes records, représentent des dizaines de milliards d'euros de manque à gagner chaque année, à l'image du rapport du Sénat démontrant que 211 milliards d'euros d'aides publiques sont versées aux entreprises chaque année sans contrôle ni contrepartie. Supprimer tous ces cadeaux fiscaux suffirait non seulement à renflouer les caisses de la Sécurité sociale, mais aussi à garantir à toutes et tous l'accès aux soins et des retraites dignes pour toutes et tous, ceci même dans la perspective d'une démographie qui amplifie le rapport défavorable actif·ves – retraité·e·s.

Depuis 2017, la fortune des milliardaires français a doublé. 53 d'entre eux détiennent autant de richesses que 32 millions de Français. Dans le même temps, la France compte 1,2 million de pauvres supplémentaires, dont nombre d'entre eux sont des retraité·e·s.

Ça suffit ! La question n'est pas de savoir si la France a les moyens de financer ses retraites et sa protection sociale. Elle a les moyens !

Le vrai débat porte sur la manière dont ces richesses sont réparties. Les choix actuels favorisent une petite minorité au détriment du bien-être de la majorité. Il est temps d'inverser cette logique.

Le 19 novembre, dans l'unité, les retraité·e·s exigerons une revalorisation immédiate des pensions de 10 %, l'indexation des pensions sur les salaires, pas de pension en-dessous du SMIC, une Sécurité sociale intégrale avec une prise en charge à 100 % des frais de santé, des services publics de proximité sur l'ensemble du territoire.

Les cheminot·es retraité·e·s exigeront également :

- Le retour du suivi post-professionnel amiante au sein des cabinets médicaux SNCF dont nous demandons l'accès à toutes et tous les retraité·e·s.
- La pérennisation des facilités de circulation pour les retraité·e·s et leurs ayants droit.

LE JEUDI 19 NOVEMBRE, DANS L'UNITÉ, TOUTES ET TOUS À PARIS POUR UNE GRANDE MANIFESTATION NATIONALE !

**Rendez-vous à partir de 11h00 Gare Montparnasse
pour un départ de la manifestation à 13h30
en direction des Invalides.**



